

Guide Naturalisation Française 2026

Ce qu'il faut savoir avant de déposer votre dossier — informations générales, non personnalisées

1. Conditions générales

Ces conditions sont celles fixées par le Code civil (articles 21-16 à 21-27) et le CESEDA. Elles s'appliquent de manière générale à la procédure par décret ; des règles spécifiques existent pour d'autres voies (mariage, naissance en France, etc.).

- Résidence habituelle et régulière en France, généralement 5 ans (réductible à 2 ans dans certains cas : études supérieures en France, services rendus à la France)
- Niveau de français B2 à l'oral et à l'écrit (obligatoire depuis le décret 2025-647)
- Réussite à l'examen civique portant sur les valeurs et institutions de la République
- Casier judiciaire vierge, en France et dans le pays d'origine
- Stabilité et suffisance des ressources (avis d'imposition, bulletins de salaire, ou justificatifs équivalents)
- Assimilation à la communauté française (mode de vie, connaissance de l'histoire et de la culture)

2. Pièces généralement demandées

Cette liste est indicative et générale. La liste exacte dépend de votre situation personnelle et de votre préfecture — consultez le formulaire officiel Cerfa et le site service-public.fr pour la liste applicable à votre cas.

- Acte de naissance avec filiation, traduit et apostillé/légalisé si étranger
- Justificatifs de résidence en France sur les 5 dernières années (avis d'imposition, quittances, attestations)
- Diplôme ou attestation de niveau de français B2 (TCF, DELF, DALF...)
- Justificatifs de ressources (3 derniers bulletins de salaire, avis d'imposition, contrat de travail)
- Casier judiciaire du ou des pays de résidence hors de France depuis l'âge de 18 ans
- Livret de famille / actes d'état civil des enfants le cas échéant

3. Étapes de la procédure

- 1 Constitution du dossier**
Réunion des pièces justificatives selon la liste officielle applicable à votre situation.
- 2 Dépôt de la demande**
Dépôt en ligne via la plateforme ANEF (Administration Numérique des Étrangers en France) ou dans certains cas en préfecture.
- 3 Entretien d'assimilation**
Convocation en préfecture pour vérifier votre niveau de français et vos connaissances civiques.
- 4 Instruction du dossier**
Examen par la préfecture puis transmission au ministère chargé des naturalisations.
- 5 Décision**
Décret de naturalisation publié au Journal Officiel, ou décision de rejet/ajournement motivée.

4. Délais indicatifs

Le délai moyen d'instruction est généralement de 12 à 18 mois à compter du dépôt d'un dossier complet, variable selon les préfectures et la complexité du dossier. Ce délai est purement indicatif et ne constitue pas un engagement contractuel.

5. Frais à prévoir

Timbre fiscal de naturalisation : 255 € (tarif en vigueur depuis mai 2026). À prévoir également : frais de traduction assermentée des documents étrangers, et le cas échéant frais d'apostille ou de légalisation.

6. Comment Strategix peut vous accompagner

Strategix propose un accompagnement documentaire et administratif pour la constitution, la vérification de complétude et le dépôt de ce type de dossier (formule Dossier Clé-en-Main, à partir de 449€). Cet accompagnement ne constitue pas un conseil juridique personnalisé et ne garantit pas l'obtention de la nationalité — la décision finale appartient à l'administration.

Avertissement : Ce guide présente des informations générales à jour au moment de sa publication, basées sur des sources officielles (CESEDA, Code civil, service-public.fr, Légifrance). Il ne s'agit pas d'un conseil juridique personnalisé au sens de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, et son contenu ne tient pas compte de votre situation individuelle. Pour un accompagnement adapté à votre dossier, ou pour toute question juridique complexe, consultez un avocat ou l'administration compétente.